

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : International : Groenland ; Rojava ; Venezuela / p.3 à 6 : Place au débat : Actifs et dettes p.6 : Brèves sociales : Auchan, Locapharm, Transition énergétique, Michelin p.7 : Libres propos : politique économique de la Chine p.8 : Coup de gueule : politique énergétique et volonté politique

EDITO

En ce mois de janvier permettez-moi d'abord de souhaiter à chacune et chacun d'entre vous une excellente année 2026 avec surtout beaucoup de santé car d'une bonne santé découle tout le reste. Après l'année 2025 marquée par une grande instabilité politique qu'en sera-t-il cette année ? Malgré l'accouchement au forceps d'un budget à coup de 49-3 l'hypothèse d'une dissolution avant la présidentielle n'est pas écartée. Ce budget reste un mauvais budget dans la droite ligne de la politique suivie depuis 2017. A travers Lecornu Macron persiste à gouverner sans tenir compte du résultat des législatives de 2024. En cas de dissolution les sondages placent le RN en tête mais ce serait prendre le risque de remplacer la macronie par un programme économique tout aussi libéral, des moyens en moins pour les associations d'aide aux plus défavorisés, des coupes encore plus sévères pour les dotations aux collectivités locales et pour les services publics. Un peu plus d'un an nous sépare de la prochaine élection présidentielle. C'est tout à la fois court et assez lointain pour que la gauche se donne les moyens de proposer au pays un programme conforme à ce qu'il attend, axé sur l'amélioration du niveau de vie, l'emploi, la justice sociale sans sacrifier à la sécurité. Face à la délinquance dans les quartiers, nos compatriotes mettent en avant leur besoin de sécurité, thème cher à la droite et à l'extrême-droite. Ils n'entendent pas pour autant abandonner

leur demande de justice sociale que seule la gauche est capable de satisfaire. A la gauche de montrer qu'elle est prête à répondre aux deux exigences. Cela dans un contexte où sur le plan international la situation apparaît toujours plus dangereuse. Depuis sa réélection il y a un an Trump multiplie les actes criminels. Enlèvement de Maduro et de son épouse pour s'emparer des richesses minières du Vénézuéla, menaces sur Cuba, la Colombie et le Mexique, illisibilité de sa politique en Ukraine, droits de douane insensés à l'encontre d'une bonne partie de la planète, menace sur le Groenland au nom d'un impérialisme qui se cache de moins en moins, remise en cause des programmes d'aides internationales notamment en matière de santé et politique anti-science qui menace aussi bien la recherche que la protection sanitaire des américains eux-mêmes. Nul doute que son passage à la Maison Blanche laissera des traces indélébiles dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences. Pendant ce temps malgré l'opposition de la France, le traité Mercosur a été signé par Ursula Van der Leyen. Peu lui importe si cet accord met en danger l'agriculture de plusieurs pays européens dont la France. Les volte-face de Macron sur cet accord n'ont pas permis à notre pays de pouvoir peser suffisamment pour faire valoir son point de vue.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Groenland : Les caméras du monde entier sont braquées sur une bicoque rouge cernée par la neige, à Nuuk. Chaque jour, Jens Kjellden se lève aux aurores pour manifester une heure durant devant ce consulat américain, drapeaux du Groenland, du Danemark et des îles Féroé en main. « *Une bonne fois pour toutes : nous voulons rester libres !* » répète le Nuukois aux journalistes. Arborant une couronne de fleurs rouge écarlate, Aviaq Brandt, productrice de la célèbre série danoise sur le pouvoir, « Borgen » l'a rejoint dans la protestation. Qu'importent les températures glaciales ou le blizzard, ils viennent quotidiennement exprimer leur mécontentement au pied de la cabane diplomatique, au sein de laquelle personne ne daigne leur répondre.

Ils ne font que représenter que les 56 000 habitants du Groenland, qui, dans les plus grandes manifestations connues sur cette île autonome, dans le froid de Nuuk se retrouvent aux côtés de la marée humaine qui a aussi défilé à Copenhague pour rappeler que le Groenland n'est pas à vendre.

Après le forum de Davos, l'inquiétude subsiste car si Trump a reculé sur les taxes douanières, personne ne connaît l'accord entre ce dernier et l'Otan. Même le premier ministre danois, Jens-Frederik Nielsen, a admis qu'il ne savait pas lui-même ce que pourrait contenir ce deal

Rojava : deux semaines, le nouveau pouvoir syrien a lancé une offensive pour étendre son autorité sur les territoires administrés par les forces kurdes à Alep, puis dans le Nord-Est. Les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, ont appelé à la mobilisation générale pour défendre la ville de Kobané. Dans la Syrie d'après Assad, l'espoir d'un modèle fédéral démocratique et pluraliste, porté notamment par les Kurdes, est en train d'être méthodiquement écrasé. Sous l'impulsion d'Erdogan, avec la complicité active ou silencieuse de Trump, de Netanyahu et des puissances occidentales dont la France de Macron, une offensive politique et militaire vise à liquider le Rojava et ses forces d'autodéfense. Une page sombre s'écrit une fois de plus dans l'histoire d'un peuple sacrifié."

En abandonnant les Kurdes de Syrie, l'Europe oublie ceux qui ont brisé l'État islamique. Ce n'est pas seulement une injustice : c'est un risque direct pour notre propre sécurité.

Au nord-est syrien, les Kurdes encaissent une offensive qui vise moins à reprendre un territoire qu'à faire disparaître un acteur politique. Les forces djihadistes intégrées au pouvoir de transition dirigé par Ahmed al-Sharaa attaquent, Ankara appuie, et l'Europe regarde ailleurs. Tout cela sans un mot ou presque, alors que ces mêmes Kurdes constituaient hier le cœur de la lutte contre l'État islamique.

La prise de la prison d'Al-Shadadi par les islamistes a pourtant libéré des milliers de combattants de Daesh, dont des francophones. C'est le signe le plus clair du contresens stratégique en cours : laisser tomber ceux qui ont vaincu le califat, tout en laissant s'échapper ceux qui en rêvent encore. L'abandon n'est pas seulement moral, il est opérationnel.

Kobané, symbole mondial de la défaite de Daesh, est de nouveau ciblée. Ce que ces Kurdes ont défendu avec opiniâtreté – une zone pluraliste, laïque, où les femmes gouvernent et combattent – risque d'être effacé. Dans un Moyen-Orient miné par l'autoritarisme, c'était un contre-modèle rare.

En France, le silence politique tient lieu de ligne diplomatique. C'est pourtant une faute : laisser prospérer l'État islamique deuxième époque, c'est préparer nos propres déconvenues. Soutenir le Rojava n'est pas un geste humanitaire, c'est de la sécurité nationale.

Nous vous invitons à lire les posts facebook de Kamel Bencheik et Michel Strulovici

Venezuela : Déclaration de Lula sur l'intervention américaine au Venezuela :

"Les bombardements sur le territoire vénézuélien et la capture de son président franchissent une ligne inacceptable. Ces actes constituent une atteinte extrêmement grave à la souveraineté du Venezuela et un précédent de plus, extrêmement dangereux, pour l'ensemble de la communauté internationale.

Attaquer des pays, en violation flagrante du droit international, est le premier pas vers un monde de violence, de chaos et d'instabilité, où la loi du plus fort l'emporte sur le multilatéralisme. (...) »

Rappelons, pour ceux qui se raccrochaient, tel Macron, à la désignation de Maduro comme dirigeant d'un cartel de la drogue, que le ministère de la Justice des Etats-Unis a reconnu que l'affirmation d'un « Cartel de los Soles » vénézuélien a été inventée de toute pièce ; ça ne vous rappelle pas l'invention de l'arme atomique en Iracq ?

PLACE AU DÉBAT

ACTIFS ET DETTES

Par Jean Claude CHAILLEY

*Lorsqu'on ne parle que dette on oublie **la contrepartie, ce qui s'appelle actif**. C'est pourtant **FONDAMENTAL**, sauf si on veut manipuler le débat comme on le voit tous les jours à la télé où la dette est prétexte à l'austérité.*

I/ Commençons par actifs et dettes au niveau « microéconomique », c'est -à-dire du ménage, de l'entreprise

- Julie emprunte 100 000 euros à la banque. Elle a une dette de 100 000 euros, mais l'emprunt lui a permis d'acheter un appartement de 250 000 €. **Elle a une dette, mais elle ne s'est pas appauvrie car en face de sa dette elle a un actif, son appartement.**

- **Pareil pour l'entreprise Duflouse.** Elle a emprunté 1 million d'euros, mais elle a acquis des machines performantes pour élargir sa production à cout moindre. Personne n'aurait l'idée de lui dire qu'il ne faut pas investir, car ça crée une dette.

- **Quant à Flambeur,** il a joué au Casino et perdu une grosse somme. Il est obligé d'emprunter mais n'a rien en contrepartie. **Il s'est appauvri.** Il a enrichi Donald, le propriétaire du Casino, et à travers son emprunt les actionnaires de sa banque.

► **On ne peut pas parler de dette sans regarder s'il y a en contrepartie des actifs et lesquels. Ça vaut bien sûr pour la dette de la France. La France a des actifs, voir supra.**

II/ Le financement

Comment la banque a-t-elle fait pour faire crédit de 100 000 euros à Julie ? Elle a simplement écrit 100 000 € sur le compte de Julie et c'est tout. La Banque a à son actif une créance sur Julie. Julie a en dépôt 100 000 € sur son compte, sa dette. **C'est la création monétaire. On dit que « les crédits font les dépôts ».**

Au fur et à mesure que Julie remboursera son prêt la monnaie créée sera détruite. Sinon ce serait de la « planche à billets ».

Le taux d'intérêt

Julie doit rembourser 1000 € / mois pendant 10 ans. Sa banque a été privatisée, les actionnaires veulent de gros profits, qui ne leur suffisent jamais.

La BCE, Banque Centrale Européenne, y contribue aussi par ses taux directeurs élevés. La BCE est obnubilée par la crainte que les salaires montent. Elle impose des taux d'intérêt élevés pour freiner l'activité : le chômage et les réformes de l'Unedic, font pression sur les salaires.

La solvabilité.

La banque sait que Julie, comme tout salarié, peut être virée. Elle l'oblige à prendre une assurance pour réduire ses risques.

L'entreprise Duflouse s'est développée. Comme un Etat elle peut contracter un autre prêt avant d'avoir remboursé la totalité de son 1^{er} prêt, car **la banque a intérêt à lui prêter sous condition** qu'elle ait confiance que l'entreprise pourra la rembourser.

Par contre si l'entreprise Duflouse a investi pour des produits invendables, elle ne pourra rembourser son emprunt. Ses créanciers récupéreront ce qu'ils peuvent de sa faillite.

ACTIFS ET DETTES EN FRANCE

Il y a 3 dettes et non une seule : dette des **ménages** (62 % du PIB en 2023), dette des **entreprises** (92% du PIB), dette brute **d'Etat** (117 % actuellement).

Les dettes privées dont on ne parle jamais représentent plus de 150 % du PIB, soit environ 4500 Md €. **Elles sont davantage la source de crises que l'endettement des Etats.**

La crise des « subprimes » en 2008.

On avait poussé beaucoup de ménages modestes à s'acheter des maisons, garanties par hypothèques. Donc en principe aucun risque pour les créanciers. Beaucoup de ménages se sont trouvés en même temps dans l'incapacité de rembourser leurs mensualités. Ils ont perdu leurs maisons. Il était impossible de vendre toutes les maisons hypothéquées simultanément. **Il en est résulté une crise mondiale. Les Etats ont renfloué le système bancaire par centaines de milliards d'argent public, augmentant d'autant les dettes.**

Et on ose nous obliger à les rembourser, + les intérêts !

► **Pour réduire les risques il faut renforcer les réglementations.** Mais avec la vague libérale de Trump, suivie par l'Europe et la France, on s'en prend aux « normes » nécessaires, on dérégule à tour de bras. Chacun le sait : ça se terminera mal, mais on renflouera par de l'argent public...et on voudra de nouveau nous le faire payer par l'austérité.

► On pourrait paraphraser Jaurès : « le capitalisme porte en lui la crise... », tout autant que la guerre. Les 2 sont d'ailleurs bien souvent liés.

Actifs et dette de la France.

La dette définie par le traité de Maastricht est le cumul de celle de l'Etat, des collectivités territoriales, et en gros de la protection sociale.

Il y a en réalité 2 dettes : la dette brute 3,482 milliards au 3^{ème} trimestre 2025 (117,4 % du PIB) et la dette nette (la France prête) 3 232 milliards (109 % du PIB)

La France a aussi des actifs, un patrimoine important, pour les générations actuelles et futures.

- Notamment des actifs non financiers produits (INSEE TEE 2024) : **10 916 milliards** : logements 5 977 milliards, autres bâtiments 2 799 milliards, Machines...799 milliards, armes 47 milliards...

- Il y a aussi des actifs non financiers non produits comme les terrains 8 230 milliards, et aussi des actifs financiers (le patrimoine financier des ménages est de 6 600 milliards).

Comment se finance la dette ?

En 2026 la France empruntera environ 310 milliards. C'est le total du remboursement de la partie des emprunts passés qui viennent à échéance + le financement du déficit 2024.

Donc la France rembourse et emprunte en permanence. On dit qu'elle fait rouler la dette.

Noter qu'on rembourse la dette de la Sécurité sociale de façon particulière : chaque année 16 ou 17 milliards de CRDS, payés uniquement par les ménages.

Qui finance la dette ?

Conformément au traité de Lisbonne, les Etats sont obligés d'emprunter sur les marchés financiers qui soutiennent leur dîme.

Détournement : après la crise des subprimes la BCE a été obligée d'intervenir pour relancer l'activité. Elle a baissé ses taux directeurs jusqu'à devenir négatifs et tourné le traité de Lisbonne en rachetant les dettes d'Etat sur le marché secondaire. L'efficacité a été limitée : la demande d'emprunts est restée faible, les banques ont trouvé plus rentable de replacer l'argent à la BCE !

Les marchés financiers et la soutenabilité

Un Etat n'est pas obligé de rembourser la totalité de ses dettes avant de réemprunter. Il la fait « rouler ».

Pour les marchés financiers, les investisseurs, dont les fonds de pension, la dette des Etats est une source de profit. Plus il y en a, mieux c'est. Mais il y a une limite : il faut que le prêt soit remboursé, avec ses intérêts.

D'où la pression des marchés financiers, des agences de notation, pour une politique d'austérité supposée garantir que leurs prêts seront remboursés rubis sur l'ongle. **C'est une contradiction mortifère car l'austérité réduit l'activité donc les possibilités de rembourser.**

Il y a un marché financier mondial. Les investisseurs français comme étrangers vont mettre les emprunts d'Etat en concurrence. L'Allemagne ayant une économie plus puissante que la France a un taux d'intérêt inférieur.

Lorsqu'un pays, comme ce fut le cas de la Grèce, a un problème de soutenabilité de sa dette en raison de dépenses somptuaires ou d'armement excessives, on impose une austérité aux salarié.es, retraité.es...qui perdure encore. « L'aide » du FMI ou de cette Europe libérale a toujours l'austérité comme contrepartie, et en résultat un désastre absolu.

Comment se crée la dette ?

Par le cumul de déficits eux-mêmes constitués des déficits courants (on dit déficit primaire) **et de la charge des emprunts. Pour la France, en arrondissant les chiffres, c'est en gros 3 % + 2%, total 5% du PIB.**

Le déficit est un boulet pour toutes les générations s'il résulte de dépenses inutiles, non porteuses d'avenir, est c'est pour beaucoup le cas actuellement :

Aides disproportionnées aux entreprises (7 points de PIB en France), cadeaux aux plus riches sous prétexte que leur paquet d'actions serait un « outil de travail »).

S'y ajoute la militarisation, vers 5 % du PIB pour l'OTAN, à la demande de Trump, dans le cadre d'un conflit commercial avec la Chine qui menace de dégénérer.

A l'inverse emprunter est utile et même indispensable si c'est des investissements d'avenir, infrastructures, santé, services publics, recherche, écologie, ...

Mais la France comme l'Europe sont à la traîne. Presque partout où la France était au top on a privatisé, démantelé, vendu, privilégié les gros actionnaires de tous pays au nom de « l'attractivité » de la France. Faute de compétitivité on ne voit plus de salut que dans le protectionnisme, contradictoire au Traité de Lisbonne.

Soutenabilité de la dette et changement impératif de politique économique et sociale

Le ratio de la dette / PIB est d'autant plus haut que le PIB de la France est anormalement faible en raison notamment de la désindustrialisation. Si on avait le même PIB/ habitant que l'Allemagne -qui n'est pas un modèle-, au lieu de 117,4 % on aurait 100,1 % de dette / PIB, encore moins de dette nette.

Le faux bon sens de couper sur les prétendues « dépenses publiques »

C'est ce que veulent imposer la droite et l'extrême droite. Dans l'immédiat la dette augmenterait peut-être un peu moins, **mais elle s'aggraverait dans la durée** : si les ménages consomment moins, les entreprises produiront moins. Il y aura un effet récessif. Les « économies » sur les services publics et la protection sociale se traduiraient par un impact négatif sur le PIB, « justifiant » de nouvelles mesures « d'économies » sans fin.

► **Il faut sortir du cercle vicieux dans lequel nous sommes, notamment depuis le Pacte de responsabilité d'Hollande (et Macron), par une politique qui parte des besoins.**

La puissance des marchés financiers

Dans le monde c'est 320 000 milliards d'euros (plus de 100 fois le PIB de la France) qui cherchent les investissements les plus rentables, soit en actions, soit en obligations.

Les banques, les marchés financiers, sont indissociables du capitalisme. Au niveau actuel ils sont facteurs de crises et de guerres qui sont une source majeure de rentabilité directe et indirecte (60 conflits dans le monde).

En France les étrangers détiennent plus de la moitié de la dette. C'est une puissance considérable pour faire pression sur les gouvernements. Curieusement ceux qui rendent les immigrés responsables de tout, qui parlent de « grand remplacement », sont à genoux devant les spéculateurs de tous les pays.

L'arnaque de « la dette qu'on transmet à nos enfants »

Les emprunts ont une maturité moyenne d'environ 8 ans. On la rembourse donc principalement **maintenant, par les générations actuelles.**

Actuellement la dette s'accroît à cause de la politique des gouvernements.

Il y a ceux qui en profitent, ceux qui prêtent. Et lorsqu'un créancier décède, ses enfants héritent de la créance. Il y a ceux qui paient, nous, y compris les dépenses inutiles, voire nuisibles.

Bien que de nature opposée tout se transmet : construire une école ou un hôpital, comme les destructions à Gaza, en Ukraine, au Soudan, ...et ce pour des décennies. Le « marché » de la reconstruction de l'Ukraine est estimé à 800 / 900 milliards. Quant à Gaza si elle est reconstruite un jour...

Conclusion

La France a une dette relativement élevée, mais il n'y a pas de panique. Elle n'a aucun problème pour refinancer 310 milliards en 2026. Cependant s'y ajoutera de plus en plus la participation aux emprunts européens (NextGenerationEU, ReArmEurope – 750 milliards-, qui directement ou indirectement retombent sur les Etats, dont la France à près de 20 %).

Le taux d'intérêt monte : 3,5 à 3,6 % pour un emprunt à 10 ans. **Selon la Cour des comptes on va vers plus de 100 milliards de charge annuelle de la dette, dette en grande partie nuisible**, car ne préparant pas l'avenir, justement ce qu'on devrait « laisser à nos enfants ».

► **Il n'y a pas de solution sinon réduire les aides excessives, les cadeaux fiscaux aux ultra riches, refuser de s'orienter sur une économie de guerre. Il faut au contraire augmenter le PIB par des investissements utiles, qui répondent aux besoins de l'humanité et de la nature.**

► **Il est plus que temps de changer de politique, d'imposer une République sociale !**

BREVES SOCIALES

AUCHAN à Douai : La cour administrative d'appel de Douai, dans une décision rendue ce 7 janvier, a confirmé l'illégalité du plan de licenciements d'Auchan prévoyant 2 389 suppressions de postes. En septembre dernier, la justice l'avait invalidé en première instance, estimant la procédure irrégulière. La CGT salue « une victoire éclatante pour le respect des droits des salariés » susceptible de créer un séisme dans l'organisation de la galaxie Mulliez, propriétaire de l'enseigne.

LOCAPHARM à Saint Maur (36) : Résistance sociale avait évoqué le sort de l'entreprise Locapharm dont le siège est situé dans l'Indre. Les salariés de cette branche du groupe qui exerçaient des prestations de santé à domicile (matériel médico-technique pour la nutrition, assistance respiratoire, apnée du sommeil, chimiothérapie...) avaient été « vendus » en juillet dernier par le financier allemand Mutares à Elivie, filiale du groupe Santé-Cie. Ils ont été installés dans de nouveaux locaux dans la zone d'activité bordant Châteauroux. Depuis... rien. Malgré toutes les relances pour avoir des fiches de postes et... du travail à faire, aucune réponse de la direction. Enfin des représentants de la direction viennent de se déplacer sur le site. Pour annoncer aux salariés, leur licenciement économique ! Elivie avait simplement envie de récupérer le fichier des dix mille clients. Les salariés ? Ils s'en moquent

Transition énergétique : Un rapport d'Oxfam dénonce les effets de la transition énergétique telle qu'elle est actuellement menée. Pour chaque voiture, Tesla réalise 3 145 dollars de profit, soit 321 fois plus que ce que la République démocratique du Congo (RDC) perçoit pour fournir les 3 kilogrammes de cobalt nécessaires à la fabrication de ces véhicules », explique Oxfam.

Et à quel prix cela se fait-il ! Saisies de terres, expulsions forcées, violence sur les populations installées, pollution de l'eau... c'est la réalité d'une transition vers les énergies renouvelables, « *accaparée par les ultra-riches – individus, entreprises et États –, qui reproduisent les logiques capitalistes d'hier, aggravent les inégalités et alimentent les violations des droits humains* », alerte l'ONG Oxfam.

Situés à 70 % dans le Sud global, les minéraux nécessaires à la transition – cobalt, lithium, nickel ou cuivre – sont exploités par des entreprises qui se fichent de l'avenir de ces pays et de leurs peuples.

MICHELIN : Une victoire juste et responsable

Le groupe Michelin a annoncé avoir remboursé 4,3 millions d'euros d'aides publiques indûment utilisées pour équiper des usines à l'étranger.

C'est une victoire concrète, arrachée par les salariés, leurs représentants et le travail de parlementaires dans le cadre de la commission d'enquête sénatoriale. Pour la première fois sous la Ve République, un grand groupe du CAC 40 reconnaît, sous la pression politique et citoyenne, qu'il doit rendre de l'argent public lorsque les engagements initiaux ne sont pas respectés.

Cette commission devient ainsi, en moins d'un an, la plus rentable de la Ve République ! Ce remboursement démontre que la conditionnalité des aides publiques n'est ni une utopie ni un slogan, mais une exigence démocratique, sociale et économique. L'argent public ne peut plus servir à financer les délocalisations, les fermetures de sites, les licenciements, les dividendes et les rachats d'actions.

LIBRES PROPOS

En publiant le texte ci-dessous, RESO n'a pas pour but de faire du régime chinois un modèle. Simplement de démontrer qu'un gouvernement qui a une volonté politique peut mettre son pays sur la voie de la croissance intérieure.

Une analyse de Jean-Paul LEGRAND sur la CHINE

En annonçant des prévisions de croissance économique plus optimistes pour la Chine, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a souligné que « *deuxième économie mondiale, la Chine est tout simplement trop importante pour que sa croissance repose essentiellement sur les exportations, et le maintien d'une croissance tirée par les exportations risque d'exacerber les tensions commerciales internationales* ».

Si Mme Georgieva a également évoqué positivement de nombreux aspects de l'économie chinoise, sa remarque sur la croissance tirée par les exportations a suscité de vives réactions de la part de certains médias occidentaux, qui véhiculent depuis longtemps un discours négatif à l'égard des exportations chinoises. Récemment, dans un contexte de profondes turbulences du commerce mondial, certains médias occidentaux ont relayé avec véhémence l'idée que « *la Chine exporte trop et importe trop peu* ». Inutile de préciser que ces affirmations sont infondées. De plus, elles ignorent la transformation économique en cours en Chine, qui passe d'une croissance tirée par les exportations à un développement axé sur la consommation.

L'abondance de la main-d'œuvre et un système industriel complet ont autrefois permis à la Chine de s'intégrer activement à la chaîne industrielle mondiale, et les exportations ont largement contribué à sa croissance économique. Cependant, face à l'expansion de son économie et aux mutations des marchés internationaux, la Chine a constamment mis l'accent sur le développement de la demande intérieure. Le 14e plan quinquennal (2021-2025) a précisé l'objectif de « *forger un marché intérieur solide et de promouvoir un nouveau modèle de développement* », tandis que les recommandations pour l'élaboration du 15e plan quinquennal (2026-2030) préconisent de « *stimuler vigoureusement la consommation* ». Ce cadre politique cohérent vise à faire passer la consommation intérieure du principal moteur de la croissance, au détriment des investissements et des exportations.

Cette transformation est largement confirmée par les données. La part des exportations dans le PIB chinois a diminué de façon constante, passant de 30,61 % en 2004 à 23,07 % en 2014, puis à 20,02 % en 2014, selon la plateforme de données financières YCharts, qui cite des chiffres de la Banque mondiale. La baisse continue et régulière observée depuis deux décennies indique clairement que l'économie chinoise réduit progressivement sa dépendance aux exportations, tandis que la demande intérieure, et notamment la consommation, joue un rôle de plus en plus prépondérant.

La consommation s'est fermement imposée comme le pilier central de la croissance économique chinoise. Au cours des quatre dernières années, les ventes au détail ont progressé à un taux annuel moyen de 5,5 % et devraient dépasser 50 000 milliards de yuans (7 080 milliards de dollars) en 2025. Outre son volume, la structure de la consommation chinoise évolue aussi constamment. La consommation de services est entrée dans une phase de croissance rapide, les dépenses des ménages dans ce secteur ayant augmenté à un taux annuel moyen de 9,6 % entre 2020 et 2024. Parallèlement, des politiques telles que le programme d'échange de biens de consommation, ont efficacement dynamisé le marché, générant 2 900 milliards de yuans de ventes à la fin du premier semestre 2025. Ces évolutions témoignent clairement de la mise en œuvre systématique du vaste potentiel du marché intérieur chinois, répondant non seulement aux aspirations de la population à une vie meilleure, mais insufflant également une dynamique endogène robuste et stable à l'économie.

C'est cette transformation en cours qui a constitué un argument de poids pour des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, qui ont récemment revu à la hausse leurs prévisions de croissance pour la Chine.

À titre d'exemple, Georgieva a spécifiquement souligné que la Chine avait fait de la croissance de la consommation une priorité dans le cadre du 15e plan quinquennal (2026-2030) et reconnu l'importance de réorienter l'économie des biens vers les services. Cela témoigne de la reconnaissance de la résilience de l'économie chinoise et des progrès de sa transformation structurelle. Alors que certains médias occidentaux restent prisonniers du discours obsolète de la « dépendance aux exportations », l'économie chinoise s'est déjà engagée sur la voie d'un développement durable, s'appuyant sur son propre potentiel de marché tout en participant à la division internationale du travail. Surtout, la croissance rapide du marché de consommation chinois offre d'immenses opportunités aux biens et services du monde entier, et la Chine, grâce à ses efforts constants d'ouverture, accroît activement ses importations de produits de haute qualité. En appréhendant cette transformation structurelle avec objectivité, la communauté internationale sera mieux à même de comprendre et de saisir les opportunités offertes par le développement de la Chine.

COUP DE GUEULE

NAAREA : le symptôme d'une politique énergétique erratique

Post Facebook de Natacha POLONY

Le dépôt de bilan du repreneur polono-luxembourgeois de NAAREA, startup nucléaire française développant un réacteur de IVe génération, a condamné cette semaine plus de 100 salariés au chômage. La fin d'une « pépite » de France 2030, financée par plus de 10 millions d'euros d'argent public.

Cet échec n'est pas anecdotique. Il révèle l'inadéquation profonde entre la logique de la start-up nation et les réalités industrielles, technologiques et temporelles du nucléaire. On ne pilote pas une filière stratégique, engageant la sûreté, la souveraineté et l'indépendance énergétique du pays, avec la même vision que celle des applications mobiles. Le nucléaire exige une vision de long terme, une continuité politique et un pilotage étatique assumé. Or, depuis trop longtemps, la France oscille entre désengagement stratégique, saupoudrage de subventions et abandon progressif de ses savoir-faire, au gré des effets d'annonce.

Face aux défis climatiques, industriels et géopolitiques qui s'annoncent, un État-stratège n'est pas une option idéologique : c'est une condition de survie. Les outils existent. Le CEA pour la recherche, EDF pour la production, Orano pour le combustible. Ce qui manque, ce n'est pas la compétence, c'est le cap.

Ce cap doit être clair : faire de l'électricité décarbonée, pilotable et souveraine le socle de la reconstruction industrielle et de l'autonomie énergétique de la France. Le nucléaire n'a pas besoin de storytelling. Il a besoin d'une volonté politique.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE